

# Comptes rendus

**Massimo VILLONE, Alberto ZULIANI (dir), *L'attività dei governi della Repubblica italiana (1948-1994)*, Il Mulino, Bologne, 1996.**

Selon l'expression de l'un de ses auteurs, cet ouvrage présente la "phénoménologie du fonctionnement du gouvernement" italien durant la première république (mai 1948 - mai 1994). En effet, l'équipe dirigée par M. Villone et A. Zuliani a rassemblé un grand nombre de données: composition du parlement et des gouvernements durant les onze législatures; séries "socio-démographiques, économiques et politiques", programmes des partis; lois de finances; délibérations du conseil des ministres et, enfin, l'ensemble des discours d'investiture, des quarante quatre gouvernements qui se sont succédé depuis mai 1948, accompagnés des "réponses" prononcées par les Premiers ministres à l'issue des débats et avant le vote d'investiture.

Deux articles - couvrant la moitié de l'ouvrage - sont consacrés à ce vocabulaire institutionnel: Sergio Bolasco, "Le lexique des programmes gouvernementaux" (p 163-350) et Adolfo Morrone, "Thèmes généraux et spécifiques des programmes gouvernementaux" (p. 351-369).

Le lexique des déclarations gouvernementales proprement dites comporte 420 000 mots et les réponses: 285 239. S. Bolasco explique comment ce corpus a été constitué et traité: normalisation des graphies puis lemmatisation des textes à l'aide des programmes mis au point par IBM; segmentation en périodes correspondant aux principaux événements de la vie politique italienne; enfin, examen des "segments répétés" (repris dans l'article d'A. Morrone), ce qui permet d'isoler les expressions idiomatiques et les principaux thèmes du discours gouvernemental.

L'analyse de la répartition des principaux vocables, grâce à l'indice d'usage, élaboré notamment par A. Juilland, permet d'isoler un lexique "fondamental" qui représente moins de 3 vocables sur 10 mais couvre 95% du texte total. Il apparaît ainsi que, au cours du dernier demi-siècle, le discours politique présente une assez grande unité et que l'essentiel des textes utilise un vocabulaire assez "standard".

Ce vocabulaire est alors confronté à deux autres lexiques: le "vocabulaire de base de l'italien" - qui rassemble les mots usuels - et le "vocabulaire électronique de la langue italienne" (constitué à l'aide de plus d'un millier d'articles de journaux et de dépêches d'agence). Cette analyse permet d'isoler trois grands groupes de mots:

- à peine plus du tiers des vocables employés dans les déclarations appartiennent également au vocabulaire de base. Mais, à eux seuls, ces mots couvrent à eux seuls les trois quarts du texte. En revanche, près des deux tiers du vocabulaire gouvernemental se retrouvent dans celui de la presse et ces mots couvrent plus de 90% du texte total des déclarations. Autrement dit, l'essentiel du lexique gouvernemental est inclus dans le vocabulaire usuel de l'italien contemporain, et, si les Premiers ministres utilisent parfois des mots originaux, la fréquence de ces mots est très faible;

- comme leurs homologues français, les dirigeants italiens ont tendance à suremployer un vocabulaire propre à la vie administrative et parlementaire. C'est également le cas des verbes de volonté (ou plutôt qui affirment une volonté) ou des adverbes exprimant la rapidité, la priorité...;

- peut-être plus intéressant que les mots "banaux" ou les "spécificités positives", la liste de ce qu'on pourrait appeler "les mots oubliés" (ou notablement sous-employés). Par exemple, les dirigeants italiens - comme les hommes politiques français que nous avons étudiés - répugnent à utiliser certains adjectifs très courants comme: *petit, vieux, bas, minime, facile...* et, surtout, *responsable*, ou encore les adverbes de négation ou exprimant le doute...

La technique des spécificités met à jour le vocabulaire caractéristique des cinq grandes périodes de l'histoire politique contemporaine italienne (la reconstruction, le centrisme, le centre-gauche, la "solidarité nationale", le "pentapartitisme"). Cette analyse souligne les deux coupures majeures de la vie politique italienne avant 1994: le passage, au début des années 1960, de gouvernements démo-chrétiens monocolores aux coalitions de centre gauche, puis en 1980, la constitution du "pentapartitisme" qui durera jusqu'à la chute de la première République au printemps 1994.

Dans les dernières pages, S. Bolasco souligne ce qui constitue peut-être l'évolution la plus significative du discours politique italien: le passage progressif d'un vocabulaire simple et courant à un vocabulaire plus technique, voire "bureaucratique". Si l'auteur n'utilise pas le terme de "langue de bois", on ne peut s'empêcher d'y penser. Enfin, la lecture de ces pages permet de constater que, plus le discours souligne les "devoirs" du gouvernement et la "volonté" qui l'anime, plus celui-ci semble, dans les faits, être gagné par l'immobilisme et par l'impuissance.

Ce travail remarquable démontre la productivité des outils traditionnels de la lexicométrie lorsqu'ils sont servis par une perspective d'ensemble et qu'ils sont appliqués à de vastes corpus soigneusement étiquetés.

Enfin, on soulignera combien est exemplaire l'opération conduite par le "conseil national de la recherche" (l'équivalent italien du CNRS) qui a rassemblé des chercheurs, issus de disciplines diverses, autour du travail gouvernemental. Les bases de données, issues de cette opération, offrent à la science politique de riches données dans lesquelles les chercheurs pourront puiser à l'avenir. Malheureusement, en France, rien de semblable n'existe à l'heure actuelle.

Dominique Labbé

**Iain HAMPSHER-MONK, Karin TILMANS, Frank VAN VREE, *History of concepts: comparative perspectives*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 1998, 293 p.**

La publication de ce recueil de textes illustre l'importance prise depuis plusieurs décennies par l'histoire des concepts dans la recherche germanique et anglophone, un domaine qui, même s'il demeure encore peu développé en France, intéressera particulièrement les lecteurs de *Mots* dans ses rapports avec les différentes approches de l'histoire du discours et de la langue politique. Le volume rassemble des articles et des contributions présentées, depuis 1990, aux conférences qui ont réuni à Amsterdam et au Netherlands Institute of Advanced Study à Wassenaar des spécialistes d'histoire des concepts de plusieurs pays d'Europe et des Etats-Unis.

La première partie, consacrée aux problèmes théoriques et à la perspective comparative, introduit aux principaux courants actuels de la recherche en histoire des concepts socio-politiques, avec les points de vues croisés de chercheurs soucieux de trouver en Europe un terrain d'entente entre les différentes traditions et champs de recherche. Reinhart Koselleck, connu pour la vaste entreprise dictionnaire allemande du *Geschichtliche Grundbegriffe* (1972-1992) et les traductions de ses travaux en français (1990, 1997), se distingue par l'accent mis sur la période 1750-1850 (*Sattelzeit*), pensée en terme de transition quant aux mutations sémantiques et au nouveau temps historique, pour observer les concepts et leur pouvoir structurant. Il a développé avec ses collaborateurs une méthode spécifique dans l'histoire des concepts socio-politiques fondamentaux, la "sémantique historique", qui s'est diversifiée en Allemagne (H. E. Bödeker, p. 51-64), notamment depuis 1985 avec l'entreprise du *Handbuch politischsozialer Grundbegriffe in Frankreich 1680-1820*, sous la direction de Hans-Jürgen Lüsebrink, Rolf Reichardt et Eberhard Schmitt, plus tourné vers l'histoire pragmatique et interculturelle, et la mise en réseau des concepts sans lien alphabétique. Cette approche est illustrée avec talent dans la troisième partie du présent volume par un article de Rolf Reichardt sur les jeux de société de la Révolution française et la contribution de Eddy de Jongh sur les ressources de l'art flamand du 17<sup>e</sup> siècle, qui mettent l'accent sur le lien entre discours et représentation visuelle.

Dans le projet hollandais d'histoire des concepts, présenté par Pim den Boer et Iain Hampsher-Monk, l'accent est mis sur le changement conceptuel qui accompagne la propagation de la langue nationale aux Pays-Bas dans la seconde moitié du 16<sup>e</sup> siècle, pensée comme une sorte de "proto-Sattelzeit", en raison de son décalage temporel avec la période de rupture privilégiée par les Allemands. Martin van Gelderen présente en guise d'Épilogue ses thèses sur la pensée politique lors de la révolte hollandaise (1555-1590), et le caractère radical de l'utilisation de nouveaux concepts pendant cette période. Dans le droit fil des hypothèses de Reinhart Koselleck, cette approche de l'histoire conceptuelle aux Pays-Bas fait de la période de la Renaissance un tournant majeur en termes de changements sémantiques, aussi décisif pour la langue hollandaise que celle des Lumières.

Ces projets développent en la diversifiant la méthode initiée par les fondateurs de la *Begriffsgeschichte* dans l'analyse à la fois diachronique et synchronique des concepts-clés, et l'étude des changements dans le long terme. Avec l'analyse du

trajet du mot au concept, l'idée de "champ sémantique" à une période donnée, ils s'écartent de plus en plus des définitions lexicales et du format dictionnaire classique, pour se situer dans une perspective de mise en réseau des concepts dans un schème général.

Dans le monde anglophone, s'est développé un autre grand courant de l'histoire des concepts, "l'école de Cambridge" autour de L.G.A. Pocock et Quentin Skinner. Ce dernier développe une approche monographique, par exemple par la mise en contexte de l'œuvre d'un grand auteur (Hobbes, 1996): il redonne ainsi aux catégories politiques utilisées leur dimension agissante d'actes de langage en les replaçant dans le contexte rhétorique, culturel et politique. Dans *Le moment machiavelien*, L.G.A. Pocock développe une autre approche du champ de l'action politique à partir de la métaphore du langage, faisant de l'humanisme civique un paradigme opératoire sur près de deux siècles. Bien que différentes, ces deux méthodes se signalent par leur rayonnement international, comparable à celui de la *Begriffsgeschichte*.

La seconde partie du volume est consacrée à des études sur un concept – la "raison d'État", la "nation" - ou à une approche spécifique de l'histoire conceptuelle dans ses rapports à l'histoire de la pensée politique ou à l'histoire littéraire par exemple. Ces contributions, dans leur diversité, présentent de façon documentée et stimulante les principaux courants de l'histoire des concepts, un domaine de recherche qui n'a pas encore recueilli en France toute l'attention qu'il mérite.

Raymonde Monnier

**Denis MONIÈRE, *Démocratie médiatique et représentation politique*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1999.**

On a souvent dit que la télévision est le "miroir des sociétés". Dans son dernier ouvrage, Denis Monière<sup>1</sup> démontre que l'information télévisée est bien le reflet des spécificités nationales. Pendant quatorze semaines, de décembre 1996 à mars 1997, l'auteur a enregistré les bulletins d'information du soir diffusés par quatre télévisions francophones: *RTBF* (Belgique), *Suisse Romande*, *Radio-Canada* et *France 2*. Ce corpus gigantesque a été analysé avec les techniques classiques de l'analyse de contenu appliquée aux médias: minutage et catégorisation des messages (sujet, nature et qualité des locuteurs, orientation, mise en scène et en images...).

Après avoir brièvement rappelé le cadre réglementaire de l'information télévisée, l'auteur examine successivement la couverture internationale - on y apprend par exemple que la chaîne française est celle qui s'intéresse le moins aux pays voisins et à l'Union européenne ! - l'accès au journal télévisé et la question de l'équité, l'orientation de l'information et "la mise en image" des nouvelles. Pour aborder chacun de ces aspects, des indices simples sont utilisés, les méthodes et les conclusions sont présentées avec une grande clarté.

L'analyse de D. Monière montre clairement qu'il n'existe pas d'"espace télévisuel francophone": les quatre chaînes traitent, de manière différente, des sujets qui sont rarement les mêmes et, ceci, même en politique internationale. L'information politique occupe une place prépondérante au Canada et en Belgique alors que les chaînes françaises et suisses privilégient les nouvelles internationales, économiques et sociales. De même, les journalistes semblent concevoir leur rôle de manière assez diverse: les journalistes canadiens manifestent une distance critique envers les acteurs politiques, les européens pratiquant un journalisme plus descriptif et distancié. Enfin, on constate que le temps de parole accordé aux politiques est plus long en Europe, et singulièrement en France, qu'en Amérique du Nord.

D. Monière montre cependant que les quatre chaînes partagent certaines caractéristiques. Partout, les télévisions offrent une prime aux gouvernements et aux partis au pouvoir, les partis d'opposition souffrant d'un déficit de visibilité (c'est en France que le déséquilibre est le moins accentué). De même, sur les quatre chaînes, les citoyens sont les grands absents de l'information télévisée.

Enfin, cette analyse soulève quelques questions fondamentales. D. Monière montre que toutes les chaînes obéissent à la logique du spectaculaire et de la dramatisation, qu'elles représentent la vie politique comme une vaste "foire d'empoigne" et que l'action politique semble s'y résumer à une série de "coups", de crises et de scandales. Dès lors, comment le citoyen pourrait-il s'identifier à ce "spectacle permanent"? Cette question n'est pas neuve, mais elle acquiert d'autant plus de force

---

<sup>1</sup> Denis Monière a précédemment publié plusieurs ouvrages portant sur le discours politique, notamment *Le combat des chefs*, Montréal, Québec-Amérique, 1992 (cf. le compte rendu de cet ouvrage dans *Mots*, 37, décembre 1993) et *Votez pour moi*, une étude de la publicité politique dans le Québec moderne (Montréal, FIDES, 1998).

que, pour la première fois à notre connaissance, elle découle d'une analyse empirique de vaste ampleur et d'une grande rigueur méthodologique.

Il reste maintenant à creuser ces pistes en s'intéressant au vocabulaire proprement dit des informations télévisées.

Dominique Labbé

**Pierre FIALA (dir), *In-Égalités, Usages lexicaux et variations discursives (18e-20e siècles)*, Paris, L'Harmattan, 1999 (coll. "Sémantiques").**

La doctrine du libéralisme économique date de Locke. Elle a généré, au cours de son siècle et du siècle qui a suivi, en Europe et en Amérique du nord - avec des modalités différentes - les révolutions qui devaient en permettre le développement en lui forgeant les moyens de sa légitimation politique: parmi ceux-ci, la notion d'égalité. À l'heure où l'ultra libéralisme, la "mondialisation", semble sur le point de dévorer ses propres enfants, l'égalité (pas plus que l'universalisme) ne fait plus recette. Pourtant il n'est question que d'elle. Formidable et toujours efficace moteur des émancipations historiques, individuelles ou collectives pour les uns, alibi de l'assimilation ou de l'intégration pour les autres, c'est aussi à son procès qu'on assiste. Soyons donc reconnaissants à l'Unité de recherche "Analyse de corpus, lexicométrie et textes politiques" d'apporter au débat un certain nombre d'états des lieux qui ont le mérite de la clarté: car il semble bien que la thématique de l'égalité (de l'universalisme ...) fonctionne en effet comme une thématique propre au dominant et qu'elle soit devenue inefficace à nourrir tout projet d'émancipation citoyenne des exclus et des sans-droits du nouvel ordre social.

Dans son Introduction, P. Fiala évoque le déplacement progressif de la notion, qui qualifie au départ un processus, pour finir par qualifier un état. Un phénomène qui n'est pas propre à la seule notion égalité, notons-le au passage (ainsi de l'idée de *différence* par exemple). Au 18e siècle et au cours de la Révolution française, la notion égalité a valeur fondamentalement subversive. Elle n'a pas de contenu à proprement parler. Il ne s'agit pas d'"égaler" (d'"égaliser" les conditions, les états, etc.), il s'agit de les *abolir*. Si l'aristocratie d'Ancien régime, et Boulainvilliers en particulier (M.-F. Piguet), mais pensons à Saint-Simon, étaient si fort pour l'égalité, c'est qu'ils savaient que toute remise en cause de la minutieuse mécanique qui préside à la hiérarchie interne de leurs privilèges pouvait en menacer l'équilibre, et donc le maintien. Et si, par la suite, l'économie politique naissante rend sensible le glissement de la notion égalité par la médiation des biens, c'est peut-être que quelque chose est en marche, qui n'est pas précisément le "partage" des privilèges, mais bien plutôt leur disparition. Sans vouloir jouer sur les mots, on peut en dire autant des classes de sexes (A. Geffroy): les féministes ne se sont pas tant battues pour l'égalité entre les sexes que pour leur abolition. Et, à cet égard, Sièyès (J. Guilhaumou), le doctrinaire d'une conception classiste (en termes de classes de sexes) de l'égalité qui a finalement prévalu à l'issue de la Révolution française (R. Monnier) s'il renoue ainsi avec une conception aristocratique de l'égalité qu'on avait pu croire révolue (celle qui existe à l'intérieur d'un corps et le cimente) montre que d'acquis sociaux et politiques il n'en est point de sûrs et que la révolution est toujours à recommencer.

L'égalité, donc, une chimère (P. Fiala, J.-M. Montet)? Peut-être. Mais que serait le monde sans l'utopie? L'utopie est le creuset permanent de l'imaginaire politique. Quand La Rochefoucault griffonnait sur un coin de nappe de chez Procope le brouillon de l'article XI de la Déclaration des Droits, il ne bricolait pas un kit idéologique de circonstance, il donnait corps à ce qui n'était encore et jusque-là qu'une chimère de son temps. À relire les textes des pères fondateurs du socialisme à l'aube du siècle (Muller), on mesure l'extraordinaire portée historique de ce

moment. On ne peut plus ensuite que constater l'écart entre d'une part, un discours public, officiel ou institutionnel resté seul détenteur de la thématique de l'égalité - à l'école (G. Varro) lors des élections présidentielles (L. Petitjean, Ph.-T. Cong Huyen Nu) ou avec le discours syndical (J. Lefebvre, A.-M. Hetzel) - et une pratique langagière quotidienne de l'autre, révélatrice de la désaffection présente pour la notion. Dérision, détournements de sens, polémiques donnent - à propos des jeunes (C. Dannequin) ou des immigrés (S. Bonnafous) - la mesure du caractère devenu inopérant, quand ce n'est pas in-signifiant, de la notion égalité.

Colette Capitan